

# Vers une réhabilitation de l'élevage ?

<b>GROS SEL</b>		<b>L'invitée de Grain de sel : Edwige Botoni</b>	<b>4</b>
<b>FORUM</b>	Agrocarburant	<b>Enjeux et défis de l'introduction des agrocarburants au Burkina Faso</b>	<b>5</b>
	Commercialisation	<b>Le commerce des produits agricoles à Nouna : au- delà des prix</b>	<b>7</b>
	Ressources naturelles Gouvernance locale	<b>Des conventions locales pour gérer ensemble les ressources naturelles ?</b>	<b>9</b>
<b>LE DOSSIER</b>		<b>Répondre aux évolutions alimentaires, un défi majeur pour l'élevage africain</b>	<b>11</b>
<b>INITIATIVES</b>	Agrotourisme	<b>Développement du tourisme rural, entre rêves et réalités</b>	<b>35</b>
<b>BOÎTE À OUTILS</b>		<b>Repères : La définition du Tarif extérieur commun de la Cedeao : le pari du moyen terme</b>	<b>37</b>
		<b>Kiosque</b>	<b>39</b>
<b>VIE DU RÉSEAU</b>		<b>Vers une plateforme panafricaine des organisations paysannes</b>	<b>40</b>
		<b>L'Afrique subsaharienne arrivera-t-elle à nourrir ses habitants ?</b>	<b>41</b>
		<b>Entre nous</b>	<b>43</b>

LES PRODUCTIONS ANIMALES semblent revenir au goût du jour dans les débats. Est-ce dû à la crise alimentaire, aux statistiques alarmistes de la FAO sur la faim et la malnutrition ? Peu importe, on revient aux solutions simples, aux valeurs sûres et on ne peut que s'en réjouir. Car il est temps de reconnaître que l'élevage peut jouer un rôle central pour relever les grands défis auxquels sont confrontés les pays du Sud : l'insécurité alimentaire d'un milliard de personnes, la faible productivité de l'agriculture dans un contexte de pénurie des ressources et l'explosion des besoins urbains en produits d'origine animale.

Alors qu'en Occident, l'élevage industriel ne cesse de défrayer la chronique par ses effets négatifs (pollutions, crises sanitaires...), on parle beaucoup moins de l'élevage en milieu paysan. Son importance dans la survie de plus de la moitié de l'humanité reste centrale. Selon les données disponibles, pas toujours précises et vérifiables, l'élevage contribuerait, dans les pays du Sud, pour 10 à 30 % du PIB agricole. Malgré cela, il ne bénéficierait en retour que de 5 à 10 % du budget agricole des États.

Comment expliquer que les politiques publiques négligent à ce point l'élevage ? Sans doute n'est-il pas assez visible pour les décideurs, parfois assimilé à un facteur de production de l'exploitation agricole, souvent marginalisé (élevage « contemplatif ») ou bien réduit aux risques qu'il représente (conflits, crises sanitaires). Or, les quelques études disponibles laissent à penser que son poids économique et social est majeur et que son potentiel de développement est considérable. On sait notamment que dans les pays en développement, la demande en produits animaux sera multipliée par 2 en 25 ans. Il est donc urgent d'aider les paysannes les plus pauvres à se positionner sur ces marchés. Un effort sans précédent est nécessaire pour accompagner le développement des productions animales locales afin de répondre à la demande des consommateurs en termes de prix, de quantité et de qualité. En somme, de vraies politiques de développement de l'élevage incitatives et protectrices sont nécessaires.

À défaut de quoi on prend le risque d'accroître la dépendance des pays les moins avancés vis-à-vis de protéines animales importées, de privilégier au Sud les formes d'élevage contestées au Nord et finalement d'accroître la fracture entre nantis et laissés pour compte.

Les expériences qui jalonnent ce numéro peuvent heureusement nous inciter à un certain optimisme.

Dr Ludovic Larbodière, Agronomes et vétérinaires sans frontières